

# SEMAINE ECO-Business

L'économie marocaine prospère malgré les vents contraires mondiaux



Le marché immobilier caractérisé par une légère hausse des prix Les banques marocaines sur la défensive face à l'intelligence artificielle



Cliniques privées : le français Elsanse se retire du Maroc



Mutandis inaugure son nouveau complexe industriel à Berrechid



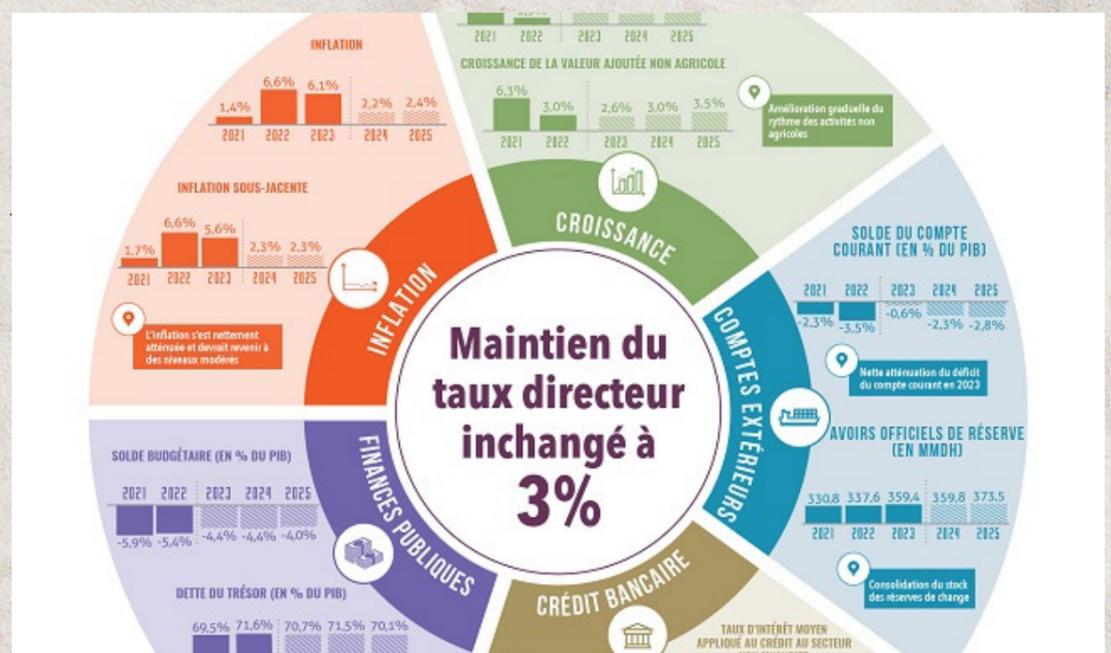
Digitalisation et Écologie : La Nouvelle Ère des Salons du Tourisme



En optant pour le développement de l'hydrogène vert, le Maroc a fait le bon choix.

Une énergie propre au moindre coût ? Quelle chance !

Bank Al-Maghrib opte pour le statu quo





# غسل و قيس

# Les banques sur la défensive face à l'intelligence artificielle



Dans le dynamique et impitoyable monde de la finance, les banques marocaines, à l'instar de leurs homologues mondiaux, se trouvent à un tournant critique. Face à l'avènement de l'intelligence artificielle (IA), ces institutions séculaires se lancent dans une véritable course contre la montre, cherchant à adapter et à fortifier leurs systèmes d'information contre les nouvelles menaces émergentes. Cet article plonge au cœur de ce défi sans précédent, soulignant l'urgence et l'ampleur des investissements nécessaires pour naviguer dans cette ère nouvelle et tumultueuse.

L'IA, avec son potentiel de transformation radicale, promet d'optimiser les opérations, d'améliorer l'expérience client et de décupler l'efficacité analytique. Cependant, cette médaille a son revers : elle introduit des vulnérabilités inédites et complexifie le paysage des menaces. Les banques marocaines doivent désormais se prémunir contre des risques de cyberattaque sophistiqués, la manipulation de données et la fraude algorithmique, défis auparavant inimaginables.

La première ligne de défense réside dans l'investissement massif en technologies de pointe et en compétences spécialisées. Le secteur bancaire marocain est ainsi contraint de réévaluer ses priorités budgétaires, allouant des ressources conséquentes à la cybersécurité et à l'analyse prédictive. Ces investissements ne se limitent pas à l'acquisition de solutions technologiques avancées ; ils englobent également la formation et le recrutement d'experts en IA et en sécurité informatique, essentiels pour interpréter les données complexes et contrer les menaces en évolution.

Parallèlement, la collaboration devient un impératif stratégique. Conscientes qu'aucune institution ne peut affronter seule cette tempête, les banques marocaines intensifient leurs efforts de coopération tant au niveau national qu'international. Les échanges d'informations sur les menaces, les partenariats avec des entreprises technologiques et la participation à des forums mondiaux sur la cybersécurité sont désormais monnaie courante, témoignant d'une prise de conscience collective de l'ampleur du défi.

En outre, l'innovation dans la sécurisation des transactions et des données personnelles devient un champ de bataille crucial. Les technologies émergentes telles que le blockchain et l'authentification biométrique sont évaluées et intégrées pour renforcer la fiabilité et la sécurité des systèmes bancaires. Ces initiatives visent non seulement à contrecarrer les menaces actuelles mais aussi à anticiper les vulnérabilités futures, dans un effort de rester toujours un pas en avant des adversaires.

# Les banques sur la défensive face à l'intelligence artificielle

Toutefois, l'adoption de l'IA par les banques marocaines soulève également des questions éthiques et réglementaires complexes. La protection de la vie privée des clients et la garantie d'une utilisation éthique des données sont des préoccupations majeures.

Les institutions doivent donc naviguer avec prudence, élaborant des politiques claires et des cadres réglementaires robustes pour encadrer l'utilisation de l'IA, tout en veillant à respecter les normes internationales de protection des données.

La course contre la montre engagée par les banques marocaines dans le domaine de l'IA n'est pas seulement une question de survie dans un environnement en mutation ; elle représente également une opportunité sans précédent de redéfinir le paysage bancaire.

En investissant dans la sécurité, l'innovation et la collaboration, ces institutions peuvent non seulement préserver leur intégrité et la confiance de leurs clients mais aussi ouvrir la voie à une nouvelle ère de services bancaires plus intelligents, sécurisés et personnalisés.

Dans ce contexte, le secteur bancaire marocain, à l'image de la communauté financière mondiale, se trouve à un carrefour. Les décisions prises aujourd'hui détermineront non seulement leur capacité à contrecarrer les menaces imminentes mais aussi leur positionnement dans une économie globale de plus en plus interconnectée et dépendante de la technologie.

La course est lancée, et le temps presse pour ces institutions séculaires, désormais en quête d'une transformation fondamentale pour naviguer avec succès dans les eaux tumultueuses de l'ère de l'IA.



- 
- 
- 
- 
- 



# L'économie marocaine prospère malgré les vents contraires mondiaux

Le Maroc a réalisé des avancées économiques notables, se distinguant par une croissance économique soutenue et une réduction rapide de l'inflation, malgré les défis internationaux persistants.

D'après ce rapport, le pays s'est imposé comme un pilier de résilience, parvenant à contrôler une inflation historiquement élevée tout en conservant une croissance économique robuste face à des adversités telles que des sécheresses sévères, un tremblement de terre dévastateur, et un ralentissement économique global.

Ces réalisations ont captivé l'attention d'organisations internationales et d'analystes, qui voient maintenant dans le Maroc un exemple de bonne gestion économique en période de difficultés.

El Economista souligne que le Maroc a bénéficié des éloges de la Banque mondiale pour sa résilience économique accrue.

L'OCDE a observé une croissance significative du PIB marocain de 3,5% en 2023, surpassant la moyenne de l'OCDE et témoignant de la robustesse économique du Maroc dans un contexte de ralentissement mondial.

Ce succès est attribué à la vigueur de la demande intérieure et à la résilience du secteur exportateur, en dépit des défis inflationnistes, des sécheresses, et des impacts d'un tremblement de terre.

Le FMI a reconnu la croissance économique réelle du Maroc en 2023, attribuée à la relance de la demande intérieure et à l'essor des exportations.

L'inflation a été efficacement gérée, passant de 11% en février 2023 à 2,3% en février 2024, grâce à des subventions ciblées et des politiques monétaires adaptées. La banque centrale, Bank Al-Maghrib, a maintenu les taux d'intérêt à 3%, contribuant à cette stabilisation.

L'économie marocaine prospère  
malgré les vents contraires  
mondiaux

elEconomista.es

Malgré des restrictions temporaires à l'exportation de produits essentiels comme l'huile d'olive, le commerce extérieur du Maroc a continué de soutenir sa croissance économique, avec une augmentation notable dans le secteur automobile. La diversification des exportations a joué un rôle clé dans la réduction du déficit extérieur, malgré des limitations dans l'agriculture dues à la sécheresse.

Le secteur touristique a également témoigné d'une robustesse exceptionnelle, enregistrant un revenu record malgré un tremblement de terre en septembre dernier. Cependant, le rapport souligne que le Maroc fait face à des défis, notamment des récoltes médiocres liées à la sécheresse et un taux de chômage fluctuant. Des problèmes comme la pauvreté, les tensions géopolitiques affectant l'approvisionnement énergétique, et les revendications salariales risquent d'impacter l'économie.

En dépit de ces obstacles, le Maroc a démontré une capacité remarquable à naviguer à travers les difficultés, grâce à une gestion avisée de l'inflation et à une demande intérieure et exportatrice vigoureuse. Tandis que le monde observe, la capacité du Maroc à maintenir sa trajectoire économique face aux défis futurs reste à voir.



## L'OCP préfère le coréen LG Chem pour dessalement d'eau

La principale entreprise chimique de Corée du Sud, LG Chem Ltd., a annoncé avoir conclu un accord pour fournir des appareils de dessalement d'eau au Maroc. Aux termes de l'accord, LG Chem fournira d'ici mai quelque 18 000 membranes d'osmose inverse (OI) au complexe industriel de Jorf Lasfar, exploité par le géant marocain du phosphate L'OCP.

## Le commerce maroco-israéliens s'effondre sur fond de guerre contre Gaza

Selon certaines informations, cette situation empêchera Israël d'atteindre son objectif d'atteindre un volume commercial annuel de 500 millions de dollars avec le Maroc.

Le commerce entre le Maroc et Israël a connu une baisse significative dans le contexte de la guerre dévastatrice des forces d'occupation israéliennes (FOI) contre les Palestiniens sans défense à Gaza.

Citant des données de rapports économiques israéliens, le média israélien i24 News a déclaré que les échanges commerciaux entre les deux pays ont connu un déclin « record » en 2024 depuis le déclenchement de l'agression et de la campagne meurtrière des FOI contre les Palestiniens à Gaza.

Le média a indiqué que le commerce entre les deux pays avait connu une baisse de 60% cette année, rappelant que les liens économiques entre les deux pays avaient précédemment enregistré une augmentation de 128% en 2022.

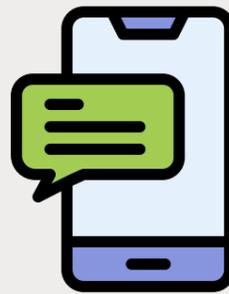
## L'Union européenne accorde une aide de 7,4 milliards d'euros à l'Egypte

L'Union européenne a annoncé, le 17 mars, un programme d'aide à l'Egypte étalé sur trois ans, d'un montant de 7,4 milliards de dollars. L'accord à ce sujet a été signé, le jour même, entre la présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen, et le président égyptien, Abdel Fattah El Sissi. Ce programme comprend des subventions et des prêts, dont une bonne partie, soit 5 milliards d'euros, seront versés au titre d'aides macro-financières.

## Les sportifs russes privés de défilé lors de la cérémonie d'ouverture des JO 2024

À l'occasion d'une conférence de presse mardi, le CIO a confirmé l'absence des Russes et Bélarusses, présents sous bannière neutre, de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024.

## L'élaboration du cadre national de la convergence des politiques publiques



L'étude portant sur l'élaboration du cadre national de la convergence des politiques publiques, a été lancée, vendredi à Rabat, lors d'une réunion présidée par le ministre délégué chargé de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des politiques publiques, Mohcine Jazouli.

## Algérie : les élections présidentielles fixées au 7 septembre

Les élections présidentielles en Algérie vont se tenir le 7 septembre, d'après un communiqué de palais présidentiel daté du 21 mars.

Il est probable que le président sortant, Abdelmajid Tebboune, se présente pour un second mandat. Jusqu'à présent, seule la présidente du parti de l'Union pour le changement et le progrès, Zoubida Assoul, une avocate de 67 ans, s'est déclarée candidate.



## Le Maroc progresse légèrement dans le Soft Power Index 2024

Le Soft Power Index, un indicateur développé par le cabinet de conseil international Brand Finance, qui mesure et compare la capacité de persuasion des pays, place le Maroc au 50e rang de la liste. Il s'agit d'une amélioration par rapport à l'année dernière, où il était classé 55ème, rapporte le journal électronique espagnole Atalayar.

Les données montrent que les superpuissances économiques sont les leaders par excellence du classement.

Ce classement inclut les 193 Etats membres des Nations unies. Ses résultats sont obtenus grâce à des enquêtes menées auprès d'un échantillon de plus de 170 000 personnes issues de plus de 100 pays. Il s'agit donc de l'étude la plus complète qui existe sur la perception de la marque d'un pays, selon la même source.

Plusieurs critères entrent en jeu dans l'évaluation de l'influence d'un territoire. Pour le Maroc, la gouvernance, l'éducation, le commerce et les affaires ont été les principales difficultés du pays.

Par ailleurs, au niveau mondial, les États-Unis sont à nouveau en tête de liste, suivis par le Royaume-Uni. Le podium est complété par la Chine, qui remplace l'Allemagne pour les résultats de 2023.



## Niger : arrêt de l'accord de coopération militaire avec les Etats-Unis

Le gouvernement du Niger a décidé, le 16 mars, mettre un terme à l'accord de coopération militaire conclu en 2012 avec les Etats-Unis. Cette décision intervient juste après une visite menée par de hauts responsables américains à Niamey.

« Le gouvernement du Niger, prenant en compte les aspirations et les intérêts de son peuple, décide en toute responsabilité de dénoncer avec effet immédiat l'accord relatif au statut du personnel militaire des États-Unis et des employés civils du département américain de la Défense sur le territoire du Niger », a indiqué le porte-parole du gouvernement nigérien, Amadou Abdramane.

Un millier de soldats américains sont stationnés au Niger, dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, outre une base de drones située à Agadez, dans le centre du pays.

# Cliniques privées : le français Elsanse se retire du Maroc

**Doit-on, y voir, un autre retrait des Français du marché marocain après la banque, la santé ?**

Le géant français ELSAN a décidé de se retirer du marché marocain. En effet, l'information a déjà fuité en début d'année sur un possible rachat de la filiale marocaine par le groupe CIM (Clinique Internationale de Marrakech).

Dans ce sens, le Conseil de la Concurrence avait reçu en janvier la notification d'une opération de concentration économique concernant l'acquisition du contrôle exclusif d'Elsan Maroc par CIM Holding.

Un communiqué officiel vient de tomber confirmation le deal.

Dans le détail, CIM Santé, fondée par le Pr Assad CHAARA, récupère les cliniques auparavant sous la bannière d'ELSAN Maroc.

Il s'agit de la Clinique Ville Verte à Bouskoura, la Clinique Oliviers à Settat, ainsi que la Clinique Al Farabi de Casablanca, en plus de la gestion de l'Hôpital Universitaire Privé de Marrakech.

CIM Santé s'engage à maintenir la qualité des soins de santé dans ces établissements et à poursuivre la tradition d'excellence établie par ELSAN au Maroc. Cette transition dans le paysage des cliniques privées au Maroc souligne l'importance cruciale de la continuité des soins de santé de qualité pour la population.

Alors que ELSAN tire sa révérence, CIM Santé se positionne comme un acteur clé dans l'avenir du secteur de la santé privée au Maroc, offrant une nouvelle ère de soins médicaux et chirurgicaux de qualité pour les patients marocains.



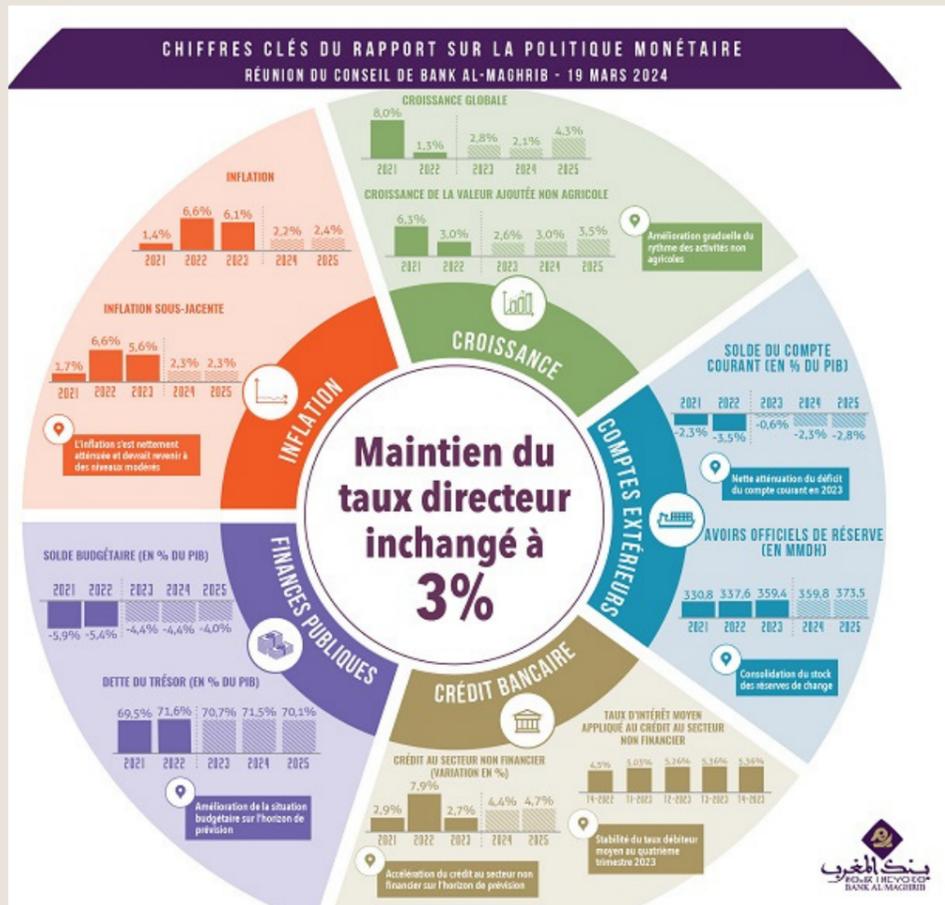
# Bank Al-Maghrib opte pour le statu quo

Lors de sa première réunion au titre de l'année 2024, tenue le mardi 19 mars, le Conseil de Bank Al-Maghrib jugeant que le niveau actuel de 3 % du taux directeur reste approprié pour renforcer l'ancrage des anticipations d'inflation et soutenir son retour à des niveaux en ligne avec l'objectif de stabilité des prix, décide d'opter pour le statu quo tout en continuant de suivre de près l'évolution de la conjoncture économique et de l'inflation.

Plusieurs autres facteurs tant endogènes qu'exogènes sont pris en considération pour, justement, justifier cette option.

D'abord, le constat d'une certaine résilience globale de l'économie mondiale en 2023, sur fond d'un resserrement monétaire, de tensions géopolitiques, ainsi que d'une atténuation, plus rapide que prévu, de pressions inflationnistes.

C'est d'ailleurs ce qui fait dire à Bank Al-Maghrib qu'au niveau national, après la décélération qu'elle aurait connue en 2023, la croissance non-agricole devrait s'améliorer graduellement, soutenue notamment par les investissements publics, alors que la production agricole continue de pâtir de la récurrence des sécheresses et de l'accentuation du stress hydrique.



Ensuite, le fait qu'après deux trimestres successifs de baisse, les anticipations d'inflation à moyen terme, telles qu'elles ressortent de l'enquête trimestrielle de BAM auprès des experts du secteur financier, ont connu une quasi-stabilité au premier trimestre de 2024.

Et ce, au moment où, de fortes incertitudes entourent les perspectives économiques et l'évolution de l'inflation en lien, au niveau international, avec les tensions géopolitiques et la tenue d'élections dans de nombreux pays et, au plan national, avec les conditions climatiques et le stress hydrique.



# Mutandis inaugure son nouveau complexe industriel à Berrechid

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, a présidé mardi à Berrechid la cérémonie d'inauguration du nouveau complexe industriel du groupe Mutandis. Ce complexe, qui a mobilisé un investissement de 285 millions de dirhams, offre des opportunités professionnelles pour la population locale avec la création de 250 emplois directs.

Le complexe industriel comprend des unités de production de détergents liquides, de produits cosmétiques et de boissons. Il témoigne de la capacité des entreprises marocaines à proposer des produits de qualité internationale à des prix compétitifs.

Le projet créera pas moins de 300 emplois directs dans un avenir proche et vise à consolider l'orientation vers la production locale pour remplacer certains produits importés d'usage quotidien. L'entreprise marocaine est capable d'offrir ces produits avec la même qualité que les multinationales, mais à des prix 15 à 30% moins chers, contribuant ainsi à la promotion de l'agriculture nationale par la transformation des produits agricoles marocains.

Le nouveau complexe industriel, érigé sur une superficie totale de 40 000 m<sup>2</sup>, comprend trois usines principales : une usine de détergents liquides avec une capacité de production annuelle de 100 000 tonnes, une usine cosmétique avec une capacité de production de 4 000 tonnes par an, et une usine de boissons avec une capacité de production annuelle de 120 000 tonnes.



# Digitalisation et Écologie : La Nouvelle Ère des Salons du Tourisme

**L'avenir des salons du tourisme repose sur leur capacité à se renouveler et à s'adapter aux nouvelles réalités du marché.**

Dans un monde en perpétuelle évolution, où la digitalisation transforme les moindres aspects de notre quotidien et les comportements des consommateurs évoluent à une vitesse vertigineuse, l'industrie du tourisme se trouve à la croisée des chemins.

Des événements d'envergure internationale tels que l'ITB Berlin, le FITUR à Madrid, et le World Travel Market (WTM) à Londres, réputés pour leur capacité à réunir les professionnels du tourisme du monde entier, font face à un défi de taille : prouver leur pertinence dans un paysage économique et technologique en constante mutation.



**Au-delà des Stands : Quand les Salons du Tourisme Réinventent l'Avenir**

Ces salons, autrefois incontournables, sont confrontés à une pression croissante pour se réinventer et démontrer leur valeur ajoutée. Dans ce contexte, l'innovation et la digitalisation ne sont pas de simples options, mais des nécessités impérieuses.

L'intégration de composantes virtuelles ou hybrides, par exemple, peut considérablement élargir leur portée, offrant des formats plus inclusifs et flexibles, tout en enrichissant l'expérience participant grâce à des rencontres virtuelles, des démonstrations en réalité augmentée, ou encore des conférences diffusées en streaming. Ces innovations permettraient non seulement de toucher un public plus large, mais aussi de répondre aux attentes d'une audience de plus en plus habituée à interagir dans un environnement numérique.

Parallèlement, l'urgence climatique nous oblige à repenser nos modèles de consommation et de production. Dans ce contexte, la durabilité devient un impératif incontournable pour les salons du tourisme. Adopter des pratiques écoresponsables, réduire l'empreinte écologique des événements, promouvoir des stands éco-conçus, et encourager l'utilisation de moyens de transport moins polluants sont des démarches qui reflètent les valeurs d'une société de plus en plus préoccupée par les enjeux écologiques. Ces initiatives ne se limitent pas à répondre à une exigence éthique ; elles constituent également un argument de poids pour attirer un public de plus en plus sensible à la cause environnementale.

Quant aux investissements conséquents des pays dans ces salons, une analyse rigoureuse de leur retour sur investissement est primordiale. Ces dépenses, souvent justifiées par la visibilité internationale qu'elles procurent, la création de partenariats stratégiques, et les opportunités d'affaires générées, doivent être scrupuleusement évaluées. Une utilisation judicieuse des données et une présence ciblée peuvent maximiser l'impact de ces investissements, assurant ainsi que les bénéfices économiques et la notoriété internationale obtenus justifient les coûts engagés.

L'avenir des salons du tourisme repose sur leur capacité à se renouveler et à s'adapter aux nouvelles réalités du marché. En innovant et en adoptant une démarche résolument tournée vers la digitalisation et la durabilité, ces événements peuvent non seulement survivre mais aussi prospérer, redéfinissant leur rôle et leur impact dans le secteur du tourisme.

Ils doivent saisir cette opportunité pour se positionner comme des acteurs clés du développement économique, de la coopération internationale et de l'innovation dans l'industrie du tourisme.

# Digitalisation et Écologie : La Nouvelle Ère des Salons du Tourisme

**L'innovation et la digitalisation ne sont plus de simples atouts, mais des nécessités vitales.**

L'ONMT doit explorer et intégrer des solutions technologiques avancées pour offrir une expérience enrichie aux visiteurs.

Cela inclut la création de plateformes numériques permettant des interactions virtuelles, des visites en réalité augmentée des sites touristiques, ou encore des applications mobiles offrant des guides personnalisés.

Ces outils non seulement élargissent l'accessibilité du tourisme marocain à une audience globale, mais ils contribuent également à une expérience utilisateur plus riche et plus engageante.

La durabilité représente un autre pilier essentiel dans la stratégie d'adaptation de l'ONMT. Adopter des pratiques écoresponsables et promouvoir le tourisme durable ne sont plus des choix mais des impératifs.

En mettant en avant des initiatives vertes, le Maroc peut se positionner comme une destination phare pour les voyageurs éco-conscients, un segment de marché en forte croissance.

Pour l'ONMT, le chemin vers la réinvention passe par une évaluation rigoureuse des investissements et une adaptation proactive aux tendances du marché.

Cela implique un engagement envers l'innovation, une focalisation sur la durabilité, et une utilisation astucieuse de la technologie pour enrichir l'expérience touristique.

En agissant ainsi, l'Office National Marocain du Tourisme ne se contente pas de naviguer à travers les défis actuels ; il prend les devants pour façonner un avenir prospère pour le tourisme marocain, montrant la voie à suivre pour les géants du secteur.



# En optant pour le développement de l'hydrogène vert, le Maroc a fait le bon choix.

On dit souvent que « la chance appartient à ceux qui se lèvent tôt ». Cet adage s'applique parfaitement pour le Maroc dans le cas du lancement de la filière de l'hydrogène vert comme nouvelle source d'énergie propre et décarbonée. C'est un choix qui s'inscrit dans la continuité de l'engagement de notre pays en faveur du climat et de la transition énergétique. C'est un choix qui vise à valoriser au mieux le potentiel dont il dispose en matière d'énergies renouvelables et notamment l'énergie solaire et éolienne, de son positionnement géographique, de la qualité de ses infrastructures portuaires et autres.

Bien sûr, une décision stratégique de cette ampleur ne s'improvise pas. C'est une décision réfléchie ayant fait l'objet d'études préalables et de concertations multiples pendant au moins deux années. Il faut rappeler, à cet égard, la tenue d'une séance de travail présidée par le Roi le 22 novembre 2022, consacrée aux énergies renouvelables qui ouvrent de « nouvelles perspectives prometteuses pour le Royaume, en particulier dans les domaines de dessalement de l'eau de mer et de la filière émergente de l'hydrogène vert et de ses usages ». Au cours de cette rencontre, le Roi a donné ses Hautes instructions au gouvernement pour procéder à l'élaboration dans les meilleurs délais de « l'offre Maroc ».

Aussi, le Souverain, suivant de près l'évolution de ce projet stratégique pour le pays, a tenu à lui consacrer une bonne partie dans Son discours adressé à la Nation à l'occasion de la célébration du 24ème anniversaire de la fête du Trône : « ... Nous avons lancé le Programme d'Investissement Vert du Groupe OCP et Nous avons donné un coup d'accélérateur au plan de déploiement des énergies renouvelables. Faisant suite à la réunion que Nous avons présidée à cette fin, le gouvernement a élaboré le projet «Offre Maroc» pour l'hydrogène vert. À cet égard, Nous engageons le gouvernement à entreprendre la mise en œuvre rapide et qualitative de ce projet, de manière à valoriser les atouts dont dispose Notre pays en la matière et à répondre au mieux aux projets portés par les investisseurs mondiaux dans cette filière prometteuse. » (Extraits du Discours de SM le Roi du 29 juillet 2023).

En application de ces instructions royales, le chef du gouvernement vient d'émettre la circulaire de mise en œuvre de « l'Offre Maroc » pour le développement de la filière de l'hydrogène vert précisant les étapes opérationnelles pour la mise en œuvre de « l'Offre Maroc », les moyens mis en œuvre par l'Etat pour assurer le succès de cette opération, ainsi que les rôles des différents intervenants. Cette offre se base sur la mise en œuvre d'une démarche holistique, pragmatique et transparente donnant toute la visibilité nécessaire aux investisseurs. Elle comprend six parties : le champ d'application de l'Offre Maroc ; le foncier mobilisé pour la mise en œuvre de l'Offre Maroc ; les infrastructures nécessaires au développement de la filière de l'hydrogène vert ; Les mesures incitatives de l'Offre Maroc ; le processus de sélection des investisseurs et de contractualisation avec l'Etat ; la gouvernance de la filière de l'hydrogène vert.

« L'Offre Maroc » s'applique aux projets intégrés de l'amont, depuis la génération d'électricité à partir d'énergies renouvelables et l'électrolyse, jusqu'à l'aval avec la transformation de l'hydrogène vert en ammoniac, méthanol, carburants synthétiques, etc., ainsi que la logistique y afférente.

D'ores et déjà, une centaine d'investisseurs potentiels, à la fois nationaux et étrangers, ont exprimé leur intérêt pour la production de l'hydrogène vert. L'Europe est particulièrement intéressée. Elle cherche à dupliquer ce que fait déjà le Japon avec l'Australie en produisant de l'hydrogène moléculaire (H<sub>2</sub>) vert australien exportable vers le Japon. Mais si « l'offre Maroc » table sur l'exportation, elle n'ignore pas pour autant le marché domestique.



# En optant pour le développement de l'hydrogène vert, le Maroc a fait le bon choix.

Pour l'heure, on s'attend à ce que les premiers contrats préliminaires avec les investisseurs interviendraient à partir du troisième trimestre de cette année, déclare le Ministre Jazouli dans un long entretien accordé à Médias-24, précisant que la production de l'hydrogène vert constitue un « rendez-vous avec l'histoire » et que de ce fait « nous n'avons pas droit à l'erreur ». Ce qui suppose nécessairement que toutes les précautions soient prises et toutes les conditions de la réussite de ce projet stratégique soient réunies. Sachant bien entendu, que le « risque zéro » n'existe nulle part.

Parmi les investisseurs qui ont affiché leur intérêt, il faut sélectionner les meilleurs, ceux qui disposent d'une robustesse financière et qui ont des expériences avérées sur les différents métiers de la chaîne de valeurs de la filière (énergies renouvelables, chimie, logistique etc.), leurs clients potentiels ainsi que leurs capacités à créer des externalités positives pour le Maroc, notamment en termes de création d'emplois, d'intégration industrielle, de développement local des territoires et de recettes pour l'Etat marocain. Le processus de sélection des investissements est décrit avec précision dans la circulaire afin de savoir au juste qui fait quoi. MASEN (Moroccan Agency for Sustainable Energy) joue le rôle de post office. C'est le « point focal » pour les investisseurs. Il est prévu un comité de pilotage et un comité d'investissement.

Toutefois, le secteur privé marocain, doit prendre sa part dans ce processus. La CGEM, par le biais de son Président, vient d'exprimer son engagement dans ce sens. La confédération patronale souhaite que le secteur privé national bénéficie en priorité de cette offre, notamment en prévoyant des clauses de compensation industrielle avec les acteurs internationaux. Il s'agit aussi de satisfaire en priorité la demande énergétique nationale avant d'évaluer les projets destinés à l'exportation, moyennant un renforcement du réseau national par le secteur privé.

Avec la publication de l'offre Maroc, une première étape est franchie. On a pris le temps qu'il fallait. Ce qui est tout à fait compréhensible au regard de la nature de la filière de l'hydrogène qui nécessite une technologie appropriée et délicate. Il vaudrait mieux avancer sur des bases sûres et solides pour éviter des faux pas qui risqueraient de nous coûter cher.

Nous sommes devant un chantier d'une ampleur considérable qui, s'il est conduit à terme avec sérieux et opiniâtreté, transformera profondément le paysage économique de notre pays et améliorera, in fine, la qualité de notre vie quotidienne.



Par Abdeslam Seddiki



# L'ODJ .MA

## PRESSPLUS.MA



BIENVENUE SUR L'E-BOOKCASE DE L'ODJ MÉDIA :  
**L'ODJ IMAG - L'ODJ IWEEK**

DÉCOUVREZ NOS PDF CONNECTÉS & AUGMENTÉES EN FLIPBOOK